

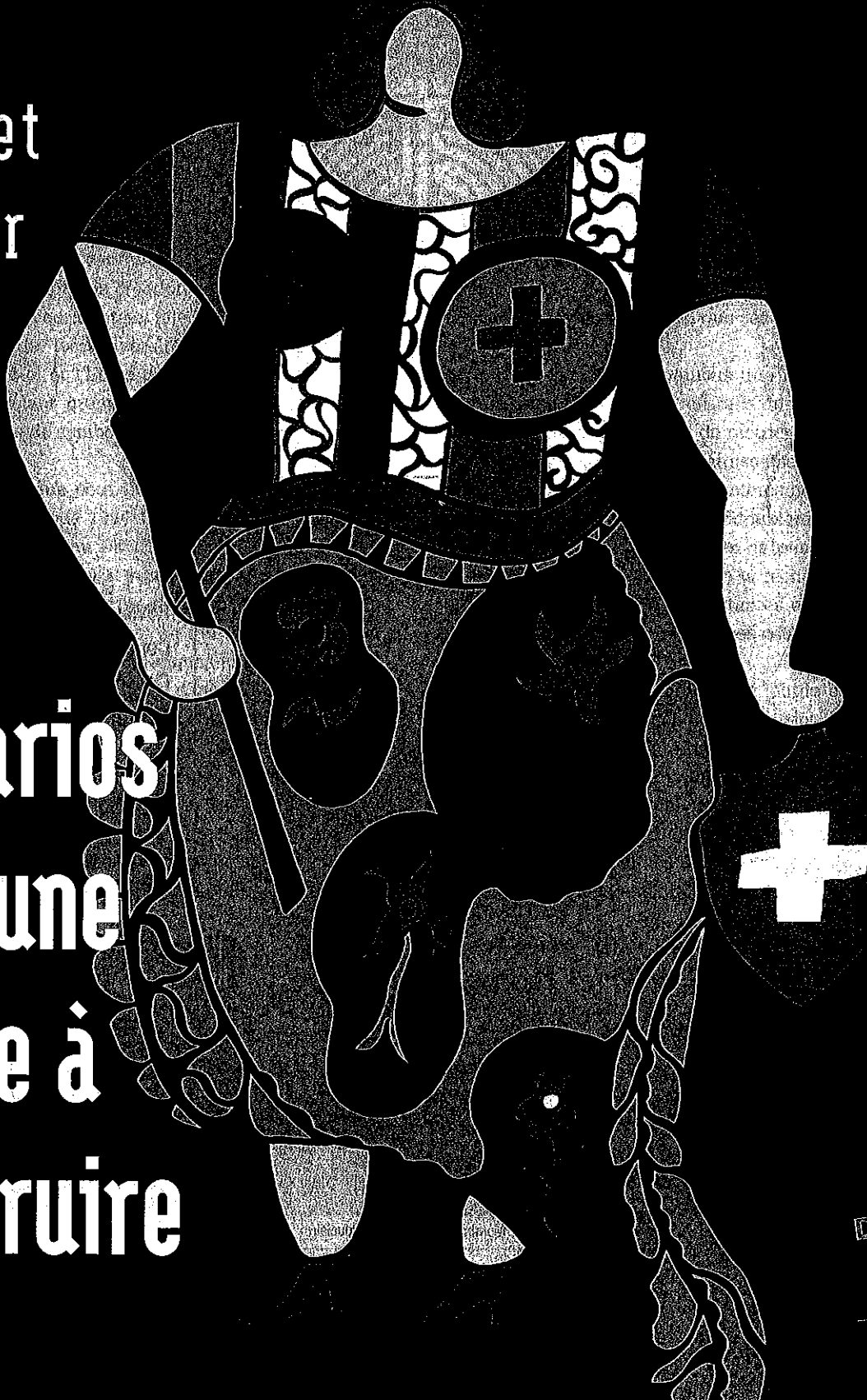
Sfr. 8.-

SYNERGIES

EDITION SPECIALE 1994 DES HAUTES ECOLES DE SUISSE OCCIDENTALES

S'unir et
s'ouvrir

Scénarios
pour une
Suisse à
construire



Universit
Berne,
Fribourg,
Genève,
Lausanne
Neuchâte
EPF-Lausa



Das Wichtigste
auf Deutsch
Seiten 98 - 101

erture:
ine Kohler et Patrick Tondeux
raphie de Niki de Saint Phalle
Helvetica».

sérigraphie, au format de 100 x 70 cm,
tirée à 150 exemplaires - à l'occasion du 700^e
rsaire de la Confédération - numérotés et
par l'artiste.
ut être commandée, par écrit ou par fax, au prix
1'800.-, auprès de: Pierre Keller Consulting,
Martin 26, 1005 Lausanne (fax 021 323 70 96).

YNERGIES

**ion spéciale des Hautes Écoles
uisse occidentale**

cteur en chef
e Bimpage,
du Service de presse de
ersité de Genève

ués des Hautes Écoles
• Schöpf,
taire général de
ersité de Lausanne

d'édition
an Boysan,
ce de presse de l'Université de Genève

té de rédaction
A. Broquet,
du Service de presse de
ersité de Lausanne
de Comina,
du Service de presse et d'information
PFL
Geiselmann,
ce de presse de l'Université de Berne
Jeanneret,
du Service de presse de
ersité de Neuchâtel.
ppe Trinchan,
e+Information, Université de Fribourg

tion artistique,
igraphie et réalisation graphique
stline Kohler
ck Tondeux

lithographie et flashage
type SA

ession
graphia SA

ité
icitas SA

ie
000 exemplaires

ction
ce de presse, Université de Genève
de Candolle 2, 1211 Genève 4
022 705 77 17 Fax: 022 328 25 66
se-Information, Université de Fribourg
ricorde, 1700 Fribourg
037 219 362 Fax: 037 219 604

**e édition, disponible en kiosques, est
lée avec le soutien des universités de
e, Fribourg, Genève, Lausanne, Neu-
el, de l'École polytechnique fédérale de
anne, de la Conférence universitaire de
e occidentale et de la Société acadé-
e vaudoise.**

3 Billet des recteurs et du président

7 Editorial

S'unir et s'ouvrir Scénarios pour une Suisse à construire

8 POLITIQUE

Changer la Suisse? Commençons par la démocratie!

Sombres dates que celles du 6 décembre 1992 et du 12 juin 1994. Elles marquent les échecs de la classe politique et du Conseil fédéral à vouloir moderniser l'Etat. Or, tôt ou tard, il faudra une révolution des instruments comme des mentalités.

Par Pascal Sciarini.

12 ECONOMIE

"Tout va très bien, Madame la Marquise". Doire...

L'inquiétude et le sentiment d'insécurité sont des traits marquants de la mentalité helvétique. Force est de constater cependant que de graves menaces d'ordre politique et social pèsent aujourd'hui sur l'ensemble de notre économie.

Par Jean-Christian Lambelet.

16 CULTURE

Quand le serpent se mord la queue, les artistes souffrent

Incapables de défendre en commun la création artistique, les cantons ont pris l'habitude de renvoyer le dossier à Berne. Or, lorsqu'il s'agit de reconnaître au pouvoir fédéral un rôle déterminant, cela lui est refusé.

Par Jean-Fred Bourquin.

20 MEDIAS

Pourquoi pas un "S-magazine"?

Espaces publics divisés, culture politique surannée: face à cette débâcle, la proposition d'un journal commun aux trois aires linguistiques peut sembler dérisoire. Erreur. Il aurait le mérite de permettre une articulation des diverses perceptions, et de créer un lieu de débat inter-régional.

Par Jean Widmer.

24 MYTHES

La Suisse doit vaincre sa "grande fatigue"

L'emprise des mythes - «paix du travail», «formule magique» - rend-elle notre pays frileux, prisonnier de sa nostalgie et replié sur lui-même? En réalité, les causes profondes du «malaise suisse» sont ailleurs...

Par André Reszler.

28 EDUCATION

L'école romande fait peur

L'évoquer constitue déjà une provocation. L'expression ne figure dans aucun texte officiel: l'école est cantonale, et tout semble être fait pour qu'il n'y ait, en matière d'éducation, aucun pouvoir romand. C'est pourtant le véritable enjeu des décennies à venir.

Par Philippe Porrenoud.

32 LANGUES

Méfions-nous des langues dormantes

Si l'âge ou le sexe sont des facteurs d'identification mobilisateurs, la langue maternelle tient également en Suisse une position confortable. Danger: dans des périodes d'exacerbation nationaliste, la langue pourrait bien supplanter les autres marques de notre identité.

Par Claudine Brohy et Iwar Werlen.

38 DEMOGRAPHIE

Jeunes et vieux: incertitudes, ruses et débrouillardise

A l'approche de la vie adulte, les jeunes doivent affronter un monde rapide et cruel, tandis que



les plus âgés voient avec scepticisme se transformer leur vie quotidienne. Entre eux, le dialogue ne passera qu'à travers un «Pacte des générations».

Par Christian Lalive d'Epinau.

44 IMMIGRATION

L'étranger ne fait pas peur: il est mal pensé

Encore une belle occasion manquée de s'ouvrir sur l'extérieur: la récente votation sur la naturalisation facilitée, qui représente une fermeture à l'égard des jeunes étrangers de la deuxième génération. Conclusion: il faut repenser l'immigration, non plus dans sa dimension nationale, mais bien cantonale.

Par Rosita Fibbi.

48 ENVIRONNEMENT

Le miroir des contradictions

Le système helvétique a tracé une frontière entre environnement physique et environnement social. Grave erreur: ils sont indissociables! Mais la crise actuelle représente l'occasion rêvée d'utiliser les forces «en friche» afin de développer une véritable information régulatrice.

Par Claude Raffestin.

52 TRANSPORTS

Swissmetro: un projet pour entrer dans le monde

Depuis plusieurs années, un groupe d'ingénieurs élabore à l'EPFL le projet d'un métro révolutionnaire. Un projet de première importance. Car, sans une plus grande mobilité, les métropoles ne pourront plus fonctionner ni jouer leur véritable rôle d'animation.

Par Michel Bassand et Dominique Joye.

55 RELIGION

L'identité chrétienne en péril

Les grandes Eglises perdent du poids et de l'influence. Le public ne voit guère ce que la religion peut lui apporter d'autre qu'un confort très facultatif. Cependant, les crises qui nous affectent défient les théologiens de forger un nouvel humanisme.

Par Pierre-Luigi Dubied.

58 SPORT

Le fair-play des sportifs, au-delà des frontières

Le sport n'améliore pas seulement les liens entre communautés linguistiques: il représente un facteur essentiel pour intégrer les jeunes étrangers nés en Suisse, et permet à notre pays de participer à un vaste réseau international.

Par Kurt Egger et Heinz Keller.

62 ARMÉE

La croix et la bannière de la Suisse

La réforme de l'armée qui est entreprise est certainement judicieuse. Mais doit-on faire une réforme cosmétique ou procéder à opération chirurgicale?

Par Ernest Weibel.

Coordination universitaire

68

Unis là où c'est possible, divers là où c'est nécessaire

Pas facile d'être une institution universitaire de nos jours... Effectifs étudiants en hausse, stabilisation des ressources financières, demande croissante de prestations en provenance de la Cité et de l'économie: que de contraintes pour nos Hautes Écoles! Et si la réponse à ces difficultés résidait dans la coordination?

Par Peter Schöpf.

72

Conférence universitaire de Suisse occidentale Quelques points de repère

Les réflexions menées à l'échelon national par la Conférence universitaire suisse sur la planification stratégique ont donné le coup d'envoi aux nouvelles structures de coordination mises en place dans l'Ouest de la Suisse.

Par Marie-Claude Ormond.

76

Entretiens

Heinrich Ursprung, secrétaire d'Etat responsable du Groupement fédéral de la science et de la recherche: «Il faut avoir le courage de changer le menu des universités!»

78

Jean Guinand, conseiller d'Etat neuchâtelois président de la CUSO: «Pas de grand secrétariat mais des actions concrètes!»

80

Médecine

Un succès qui donne des ailes

La collaboration médicale entre Genève et V. se concrétise de manière exemplaire sur le plan hospitalier. Patients, contribuables et médecins pourront que s'en réjouir. Reste à se tourner du côté de la formation universitaire, qui devra à son tour bénéficier d'un tel rapprochement.

Par Axel Broquet.

84

Sciences

Une ligne à haute coordination

La collaboration entre Hautes Écoles dans le domaine des sciences s'est d'abord manifestée dans le cadre de la recherche et de la formation continue. L'arc lémanique a récemment entamé une profonde restructuration, discipline par discipline, de ses activités et de ses prestations.

Par Axel Broquet.

90

BENEFRI

Cette convention, ratifiée entre Berne, Neuchâtel et Fribourg, a fait oeuvre de pionnière en matière de collaboration interuniversitaire et poursuit son développement.

A découvrir également: les accords en sciences humaines et sociales, et ceux réalisés entre l'Allemagne et les universités romandes.

98 Deutsche Zusammenfassung



Jean Wicmer professeur à l'Institut de journalisme et des communications sociales de l'Université de Fribourg. Il est responsable de la section française de cet institut et travaille notamment sur les médias et l'espace public. Il a publié dans les domaines de la théorie sociologique et des rapports interculturels.

Espaces publics divisés, asymétrie de la perception des enjeux, culture politique surannée, face à cette débâcle, proposer un journal commun aux trois langues linguistiques peut sembler dérisoire. Erreur. Il aurait le mérite de permettre une articulation des diverses perceptions et de créer un lieu de débat interrégional.

DE récentes votations fédérales ont mis en lumière des divergences entre les régions linguistiques qui ont suscité un sentiment d'urgence. L'intensité de ce sentiment est fonction de la perception des enjeux. Il sera donc plus fort dans les régions et les milieux qui ont soutenu les initiatives du Conseil fédéral que dans celles et ceux qui les ont refusées. Il n'est pas étonnant que les préoccupations concernant la cohésion nationale y soient plus vives. A preuve, le présent dossier proposé par les universités de Suisse occidentale, et les initiatives unilatérales de la radio et de la télévision romandes.

On peut regretter ce fait. Il faut surtout le constater et comprendre que s'il en était autrement, il faudrait revoir l'analyse du résultat des votes... Toute proposition de «remède» doit donc tenir compte de cette asymétrie de la perception et inclure à tout le moins la possibilité de la rendre publique.

Ainsi, la traduction des débats télévisés alémaniques se poursuit pour le public francophone tandis que la réciproque pour les

germanophones a été abandonnée. L'idée était bonne, et nous la retiendrons, mais elle se trompait de média. Elle supposait une perception commune des urgences alors que celle-ci ne pouvait que faire défaut. Et la télévision n'est pas en mesure de la créer, non par erreur de programmation mais par sa nature.

La télévision peut programmer une émission de débats interrégionale. Et elle le fit. Un tel débat, même s'il porte sur les liens durables entre régions, n'est en lui-même qu'un épisode dans l'histoire de ce lien. Pour établir ce lien, il faut se doter d'un lieu durable et d'un média qui permettent non seulement le discours sur ce lien mais son existence pratique.

Qu'un tel lieu n'existe pas peut paraître surprenant. Un bref regard sur la structure des médias et sur la culture politique au plan national étaié ce constat mais ne peut encore l'expliquer. Il montre cependant une lacune qui rend les critiques aux droits démocratiques comparables au malade qui brise son thermomètre. Les votations sanc-

tionnent un processus de délibération; si ce processus est divisé, c'est la convergence des résultats qui est surprenante et non leurs divergences.

En amont, la division du processus de délibération, donc de l'espace public, renvoie à la culture politique qui assure la légitimation des institutions fédérales. Si les médias participent de cette légitimation, ils n'en tiennent pas lieu – ceci pour ceux du monde politique qui préféreraient cet autre bouc émissaire.

De la structure linguistique des médias suisses

En considérant la structure des médias, on peut s'étonner que la prise de conscience de l'isolement des régions linguistiques ait tant tardé. Il aura fallu que le vote porte sur la place de la Suisse parmi les Etats, donc sur son identité.

Widmer Professeur à l'Institut de journalisme et des communications sociales de l'Université de Fribourg. Il est responsable de la section française de cet institut et travaille notamment sur les médias et l'espace public. Il a publié dans les domaines de la sociologie et des rapports interculturels.



Pourquoi pas un

Espaces publics divisés, asymétrie de la perception des enjeux, culture politique surannée: face à cette débâcle, proposer un journal commun aux trois langues linguistiques peut sembler dérisoire. Erreur. Il aurait le mérite de permettre une articulation des diverses perceptions et de créer un lieu de débat interrégional.

DES récentes votations fédérales ont mis en lumière des divergences entre les régions linguistiques qui ont suscité un sentiment d'urgence. L'intensité de ce sentiment est fonction de la perception des enjeux. Il sera donc plus fort dans les régions et les milieux qui ont soutenu les initiatives du Conseil fédéral que dans celles et ceux qui les ont refusées. Il n'est pas étonnant que les préoccupations concernant la cohésion nationale y soient plus vives. A l'heure de la présente, le présent dossier proposé par les universités de Suisse occidentale, et les initiatives unilatérales de la radio et de la télévision romandes.

On peut regretter ce fait. Il faut surtout le constater et comprendre que s'il en était autrement, il faudrait revoir l'analyse du résultat des votes... Toute proposition de médiation doit donc tenir compte de cette asymétrie de la perception et inclure à tout le moins la possibilité de la rendre publique. Ainsi, la traduction des débats télévisés bilingues se poursuit pour le public francophone tandis que la réciproque pour les

germanophones a été abandonnée. L'idée était bonne, et nous la retiendrons, mais elle se trompait de média. Elle supposait une perception commune des urgences alors que celle-ci ne pouvait que faire défaut. Et la télévision n'est pas en mesure de la créer, non par erreur de programmation mais par sa nature.

La télévision peut programmer une émission de débats interrégionale. Et elle le fit. Un tel débat, même s'il porte sur les liens durables entre régions, n'est en lui-même qu'un épisode dans l'histoire de ce lien. Pour établir ce lien, il faut se doter d'un lieu durable et d'un média qui permettent non seulement le discours sur ce lien mais son existence pratique.

Qu'un tel lieu n'existe pas peut paraître surprenant. Un bref regard sur la structure des médias et sur la culture politique au plan national étalera ce constat mais ne peut encore l'expliquer. Il montre cependant une lacune qui rend les critiques aux droits démocratiques comparables au malade qui brise son thermomètre: les votations sanc-

tionnent un processus de délibération; si ce processus est divisé, c'est la convergence des résultats qui est surprenante et non leurs divergences.

En amont, la division du processus de délibération, donc de l'espace public, renvoie à la culture politique qui assure la légitimation des institutions fédérales. Si les médias participent de cette légitimation, ils n'entretiennent pas lieu – ceci pour ceux du monde politique qui préféreraient cet autre bouche-émissaire.

De la structure linguistique des médias suisses

En considérant la structure des médias on peut s'étonner que la prise de conscience de l'isolement des régions linguistiques ait tant tardé. Il aura fallu que le vote porte sur la place de la Suisse parmi les Etats, donc sur son identité.

"S-magazine"?



Photo: Michael von Graffenried

21

S Y N E G I E 9 4

La presse se caractérise par un grand nombre de journaux à faible tirage, donc d'audience locale. Ceci favorise une presse «siamoise», a fortiori lorsqu'il s'agit de journaux gigognes. Parmi les centres urbains, hormis le cas particulier du Tessin, seuls Genève, Berne et Zurich connaissent la concurrence. Suisse alémanique et romande n'ont qu'un journal populaire par région. A ces monopoles s'ajoutent de fortes concentrations par prise de capital. Celle-ci ne génère cependant que peu de collaborations interrégionales au plan éditorial ou des correspondants. Elle favorise plutôt l'homogénéité de l'offre.

De plus, le système des médias est limité à chaque région linguistique: les rédacteurs ne lisent guère que les journaux de leur aire linguistique, les contacts interrégionaux entre rédacteurs en chef appartiennent au passé. Même si la radio romande produit chaque jour une revue de la presse alémanique, la structure des médias électroniques reproduit celle de la presse écrite: aucun média interrégional, et sous chaque média régional, des radios et bientôt des télévisions locales, en général sans concurrence latérale. De plus, les éditeurs de journaux figurent souvent parmi les propriétaires de stations privées.

La structure et le système des médias sont donc confinés à une aire linguistique. Les situations de monopole ne favorisent pas la recherche de nouveaux créneaux, par exemple sous forme d'une couverture adéquate du discours politique qui se développe dans les autres aires linguistiques. Au contraire, ici ou là pointe un populisme identitaire, notamment en Romandie.

En bref, le traitement de l'information est différent dans chaque aire linguistique sans que cette différence soit même partagée. Quant aux fictions, l'imaginaire de chaque région se nourrit des produits disponibles dans son aire. Ils ont fait ARTE, nous S-Plus.

«Il y a une convergence objective entre un passéisme consensualiste et un néo-libéralisme qui réduit l'Etat au rôle de Conseil d'administration.»

L'espace politique segmenté par la presse

Les médias sont la manière privilégiée dont se constitue aujourd'hui l'espace public en tant qu'espace de délibération politique. Dans la mesure où les médias sont segmentés par langue, la délibération politique le sera aussi.

Cette segmentation fut très sensible lors du vote sur l'Espace Economique Européen du 6 décembre 1992, puisque non seulement les résultats mais les campagnes de la votation et leur rythme furent différents. Depuis lors s'accroît un traitement «à la troisième personne»: on parle de ce qui se passe dans les autres régions linguistiques comme si cela se passait ailleurs, même lorsqu'il s'agit d'affaires nationales.

Cet effet fut patent l'été dernier, lorsque des chefs de partis nationaux se querellèrent dans les journaux zurichois à propos de la présence de demandeurs d'asile parmi les trafiquants de drogue. Un seul éditorialiste romand s'engagea dans cette polémique, pour être immédiatement traduit par le *Blick*. Les autres rapportèrent tout au plus «ce qui préoccupe nos Confédérés», comme si leurs délibérations ne concernaient qu'eux. L'année 1994 fut déclarée «année de la sécurité intérieure» pour toute la Suisse... et cette décision politique, d'une gravité sous-estimée, doit certainement beaucoup au combat des chefs de l'été précédent. Or, la Romandie n'est pas seule à être surprise que la Confédération impose à tout le pays un problème zurichois. Mais qui sait ici le malaise que ressentent Berne, Bâle ou Lucerne?

Nous assistons donc à une segmentation de l'espace public: tendanciellement, les acteurs d'une région ne parlent pas avec ceux des autres régions; au mieux, ils en parlent.

Régions: une relation variable au pouvoir

Le premier mot qui vient à l'esprit est, bien sûr, celui de «solidarité». Celle-ci se concrétise principalement dans les assu-

rances sociales en ce qu'elles créent une communauté de destins individuels. Non seulement l'*ethos* de ces assurances est réduit à des considérations comptables, mais l'aspect concret de la solidarité est généralement oublié dans les différents identitaires. Ainsi, les trois communautés belges ne s'en préoccupèrent qu'à un stade avancé de divorce et pour se chipoter à propos de l'apport de chaque communauté.

Cette relégation médiatique et politique des institutions administratives ne se limite pas aux assurances sociales. L'adaptation rapide et intelligente de l'administration fédérale au contexte européen fut remarquable, d'autant que les décisions politiques étaient hésitantes et tardives. Elle ne trouva cependant jamais un écho qui pourrait en faire un argument public en faveur de la capacité d'action de l'Etat. La gauche perçoit les accords policiers et la droite les accords sur les droits sociaux.

Le pouvoir politique a été accusé de diverses maladroites. Ou'elles soient justifiées ou non, elles sont épisodiques par rapport au lourd poids que représente une culture politique surannée, qui fait du Conseil fédéral une figure parentale traditionnelle dont les différends ne doivent pas arriver à l'oreille des enfants. L'empreinte de la «défense spirituelle», allergique aux partis, y est encore sensible. Ainsi, la lettre de Ruth Dreifuss concernant l'âge de la retraite des femmes a mené certains à parler de crise de la «collégialité» alors que, dans un système majoritaire, la critique du ministre français de l'Intérieur Charles Pasqua envers son collègue Garde des Sceaux n'agita guère la France. Là, ce n'était pourtant pas seulement la collégialité mais la séparation des pouvoirs qui étaient en cause.

Cette vision consensuelle du pouvoir exécutif tend à priver les décisions de leur rationalité et de leur justification. Alors que le Parlement et le Conseil fédéral sont les deux seuls communicateurs interrégionaux, le premier n'est en général qu'un acteur régional, tandis que le second est confiné dans un mutisme que des effets de manche ne rendent que plus scandaleux. Il y a une convergence objective entre un passéisme consensualiste et un né-olibéralisme qui réduit l'Etat au rôle de Conseil d'administration (A.

Giddens). Cette convergence commence d'ailleurs à trouver sa traduction politique.

Les diverses régions linguistiques semblent partager cette culture politique consensuelle. Elles ont cependant un rapport différent au pouvoir. La crise de légitimation est plus forte dans certaines régions de Suisse alémanique et du Tessin que dans les régions urbaines et romandes. La valorisation de l'individualisme urbain de ces dernières place les limites du pouvoir aux limites de la sphère privée, tandis que le communautarisme n'établit qu'une différence de zone et non de logique entre l'espace public et l'espace privé familial, le premier étant interprété dans les termes du second. Il en découle notamment une perception différente des frontières imaginaires engagées dans les votes de ces dernières années et, partant, une confiance différente dans le gouvernement. A quoi s'ajoute l'impression que la classe politique démantèle la solidarité sociale au profit des intérêts qu'elle représente. Nous retrouvons ainsi le double ingrédient du populisme, évoqué plus haut.

Pour un "S-Magazine"

Espaces publics divisés, asymétrie de la perception des enjeux, culture politique surannée, atteinte à la solidarité sociale: même si ce résumé confine à la caricature, il révèle un état des lieux face auquel la proposition d'un journal commun aux trois aires linguistiques ne peut apparaître que dérisoire. Et pourtant, il aurait le mérite de permettre une articulation des diverses perceptions, un espace où les opinions peuvent être considérées avec la patience que permet le journal; un lieu où le débat peut se structurer.

Comment concevoir un tel journal? Il y aurait une version italienne, allemande et française, sauf si un sondage auprès du lectorat arrivait à d'autres conclusions. A Berne, certains croient au plurilinguisme puisque des jeunes lancent un mensuel, *SNEWS*, qui présente toutes les manifestations culturelles du pays en trois langues, sans traductions. Pour la rédaction, la *SSR*, *Radio Suisse internationale* voire l'*ATS* présenteraient les conditions requises d'impartialité et de ressources humaines pour un *S-Magazine*.

Sur le modèle du *Courrier International* cet hebdomadaire reproduirait les principaux articles parus durant la semaine de l'ensemble du pays ainsi que des articles de la presse étrangère traitant de la Suisse. La rédaction déciderait des parties dictées, l'actualité et d'éventuels dossiers thématiques qui puiseraient dans des publications au lectorat plus sélectif.

Une seconde partie serait un forum où lesatrices et lecteurs interviendraient tant en rapport aux articles qu'en interpellant les autorités. La patience de la lecture et le désir du dialogue écrit permettraient peut-être enfin l'amorce d'un espace public à la dimension du pays.

Publications de Jean Widmer:

1989 «*Ecriture, corps et identité: Remarques sur le rapport aux langues et l'identité linguistique en Suisse*», in L. Sosos (éd.) «*Identité: Evolution ou différence?*» *Mélanges en l'honneur du Professeur Hugo Huber*, Editions Universitaires de Bourg, 1989: pp. 79-118.

1989 «*Zur Grammatik der Schweizerischen Identität. Geschichtliche Aspekte einer räumlichen Metapher*», Actes du Congrès des Sociétés de Sociologie allemande, autrichienne et suisse, Zurich oct. 1988: in H.-J. Hoffmann-Nowotny (éd.) «*Kultur und Gesellschaft*», Zürich, Seismo Verlag, 1989: pp. 274-276.

1990 «*Statuts des langues dans une administration plurilingue*», in B. Py et R. Jeanneret (éd.) «*Minorisation linguistique et interaction Actes du Symposium de l'Association Internationale de Linguistique Appliquée Neuchâtel*», 16-18 septembre 1987, Genève, Librairie Droz, 1990: pp. 115-121.

1993 «*Identités linguistiques et contacts culturels. Quelques remarques à propos des statuts symboliques*» *Travaux neuchâtelois de linguistique (TRANEL)*, vol. 19, pp. 79-93.

1993 «*Espace public, médias et identités linguistiques. Repères pour une analyse de l'impression collective en Suisse*». *Bulletin CILA*, vol. 19, 1993, pp. 17-41.

1993 «*Espaces politiques et espaces des médias en Suisse. Réflexions après le vote sur l'Esp. Economique Européen du 6 décembre 1992*» *Bourg, Media Papers N° 6* (édition et avant-propos).

1993 «*De l'Espace à la clôture: le vote sur l'Esp. Economique Européen du 6 décembre 1992*» *Bourg, Media Papers N° 6*.